

**COMITE PARITAIRE D'APPRENTISSAGE
DE L'INDUSTRIE DES CARRIERES DE P GRANIT ET DE CALCAIRE A TAILLER
DES PROVINCES DE LIEGE ET DE NAMUR**

Règlement d'apprentissage

Article 1er

§1^{er}. Le présent règlement est d'application dans les entreprises qui ressortissent à la Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières de petit granit et de calcaire à tailler des provinces de Liège et de Namur et qui forment ou veulent former des apprentis en application de l'apprentissage de professions de salariés, prévu par la loi du 19 juillet 1983.

§2. Pour l'application du présent règlement d'apprentissage, on entend par:

- 1° *la loi*: la loi du 19 juillet 1983 sur l'apprentissage de professions exercées par des travailleurs salariés;
- 2° *l'arrêté royal du 5 juillet 1998*: l'arrêté royal du 5 juillet 1998 déterminant les conditions particulières et les modalités d'agrément et de retrait d'agrément comme patron et comme responsable de la formation dans le cadre de l'apprentissage de professions exercées par des travailleurs salariés;
- 3° *le comité*: le Comité paritaire d'apprentissage de l'industrie des carrières de petit granit et de calcaire à tailler des provinces de Liège et de Namur;
- 4° *le patron*: le responsable d'une entreprise visée au §1^{er} qui a été agréé ou qui veut être agréé comme patron par le comité, conformément à l'article 43 de la loi;
- 5° *contrat d'apprentissage*: un contrat d'apprentissage conclu, en application de la loi, entre un patron agréé et un apprenti.

Art. 2 : Professions

Dans les entreprises visées à l'article 1^{er}, §1^{er}, des contrats d'apprentissages peuvent être conclus pour toute profession mentionnée à l'article 2, §§1^{er} et 2, de la convention collective de travail du 13 mars 2001 relative aux conditions de rémunérations, conclue au sein de la Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières de petit granit et de calcaire à tailler des provinces de Liège et de Namur et enregistrée près le Greffe de l'Administration des Relations collectives de travail du Ministère fédéral de l'Emploi et du Travail sous le numéro 57.690/CO/102.02.

Art. 3 : Groupe-cible

Conformément à l'article 4, §1^{er}, de la loi, des contrats d'apprentissage ne peuvent, en principe, être conclus qu'avec des mineurs d'âge qui ne sont plus soumis à l'obligation scolaire à temps plein, c'est-à-dire des jeunes entre 15/16 et 18 ans en obligation scolaire à temps partiel.

Toutefois, en application de l'article 4, §2, alinéa 2, de la loi, des contrats d'apprentissage peuvent être conclus avec des majeurs d'âge, à condition qu'ils n'aient pas atteint l'âge de 20 ans au moment du début de la formation.

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR.

Art. 4 : Durée de l'apprentissage

La durée de l'apprentissage des professions visées à l'article 2 est de trois années scolaires maximum, sans pouvoir être inférieur à 12 mois, ni dépasser 36 mois, période de vacance annuelle incluse.

Art. 5: Nombre d'apprentis

§1^{er}. Le nombre d'apprentis pouvant être engagés par un patron de manière étalée dans le temps est illimité.

§2. Le nombre d'apprentis pouvant être engagés simultanément par un patron est déterminé par le comité paritaire d'apprentissage en fonction des capacités d'accueil et d'encadrement de l'entreprise.

Art. 6: Indemnité d'apprentissage

L'apprenti reçoit du patron une indemnité mensuelle d'apprentissage, dont le montant correspond à un pourcentage de la moitié du revenu mensuel moyen minimum garanti national, tel que fixé pour les travailleurs de 21 ans par convention collective de travail conclue au sein du Conseil national du travail.

Ce pourcentage évolue en fonction de l'âge de l'apprenti selon le schéma ci-dessous:

Age de l'apprenti	Pourcentage	Age de l'apprenti	Pourcentage
15 ans	64%	19 ans	88%
16 ans	70%	20 ans	94%
17 ans	76%	21 ans et plus	100%
18 ans	82%		

Une disposition explicite que l'indemnité doit être calculée pro rata temporis (et pas simplement sur base de la moitié du RMMM) lorsque la présence de l'apprenti en entreprise est plus grande pendant les vacances scolaires, en application de la possibilité prévue à l'art. 8, §3, alinéa 2.

Art. 7: Etablissements de formation collaborateurs

Les établissements qui sont les plus appropriés pour dispenser les formations théorique complémentaire et générale sont les centres d'enseignement secondaire professionnel à horaire réduit, créés ou subventionnés par la Communauté compétente, à savoir les "Centres d'Education et de Formation en Alternance" créés ou subventionnés par la Communauté française, les "Teilzeitunterrichtszentren" créés ou subventionnés par la Communauté germanophone et les "Centra voor Deeltijds Beroepssecundair Onderwijs" créés ou subventionnés par la Communauté flamande.

Art. 8: Schémas d'alternance

§1^{er}. Pour l'application du présent article, on entend par:

- 4
- "volet 1": la formation pratique au sein de l'entreprise;
 - "volet 2": les formations théorique complémentaire et générale dans l'établissement de formation collaborant.

D'un commun accord entre le patron, l'apprenti et l'établissement de formation collaborant, un des schémas d'alternances suivants peut être appliqué:

- régime 3 jours "volet 1" et 2 jours "volet 2" pendant la semaine de travail;
- régime 1 semaine "volet 1" - 1 semaine "volet 2".

§2. Le "volet 1" ne peut en aucun cas excéder les 24 heures par semaine.

§3. Pendant les périodes où il n'y a pas d'alternance entre le "volet 1" et le "volet 2", par exemple durant les vacances scolaires, seul le "volet 1" du schéma d'alternance choisi conformément au §1^{er} et mentionné dans le contrat d'apprentissage doit être exécuté.

D'un commun accord, les parties concernées par le contrat d'apprentissage peuvent toutefois, par dérogation au §2 et à l'alinéa 1^{er} du présent paragraphe, décider d'exécuter le contrat d'apprentissage à temps plein dans l'entreprise du patron durant de telles périodes.

Art. 9: Programme de formation

Pour chaque profession pour laquelle le patron introduit une demande d'agrément conformément à l'article 4 de l'arrêté royal du 5 juillet 1998, il joint en annexe à cette demande une proposition de programme de formation, établi en collaboration avec le ou les établissements de formation collaborants.

Art. 10: Procédure en cas de litige

Sans préjudice des dispositions de l'article 14 de la loi, chaque litige découlant de l'exécution du contrat d'apprentissage est soumis au conseil d'entreprise ou à la délégation syndicale ou au secrétaire régional, dans le respect de leur compétences respectives, afin de trouver une solution concertée avec le patron, le responsable de la formation éventuel et l'apprenti.

Si cela s'avère impossible, le litige est soumis à une commission paritaire restreinte du comité qui se prononce dans les 15 jours.

Art. 11: Congé non rémunéré

Sans préjudice des droits de l'apprenti en matière de vacances annuelles découlant de la législation relative aux vacances annuelles des travailleurs salariés, le contrat d'apprentissage peut, à la demande de l'apprenti, être suspendu, sans que le patron ne puisse s'y opposer, durant les mois de juillet et d'août. La durée de cette suspension est de 31 calendrier. En outre, cette suspension peut débuter au plus tôt le 1^{er} juillet et se terminer au plus tard le 31 août. Pour cette période de suspension, l'apprenti ne peut réclamer du patron ni indemnité d'apprentissage, ni pécule de vacances.

La période de suspension sera déterminée de commun accord entre les parties.

Art. 12: Agrément comme patron ou comme responsable de la formation - dispositions dérogatoires

En application de l'article 43, §3, de la loi, les conditions d'agrément en matière d'âge et d'expérience professionnelle pratique sont fixées comme suit, aussi bien pour les patrons que pour les responsables de la formation:

- 25 ans pour ce qui est de la condition d'âge;
- 5 années pour ce qui est de la condition d'expérience professionnelle pratique.

Art. 13: La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} septembre 2002 et est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut également être dénoncée par l'une des parties représentées en la présente sous-commission paritaire, moyennant un préavis de trois mois, adressé par lettre recommandée à la poste, au président de la Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières de petit granit et de calcaire à tailler des provinces de Liège et de Namur.

AVANT - PROJET

**COMITE PARITAIRE D'APPRENTISSAGE
DE L'INDUSTRIE DES CARRIERES DE PETIT GRANIT ET DE CALCAIRE A TAILLER
DES PROVINCES DE LIEGE ET DE NAMUR**

CONTRAT D'APPRENTISSAGE

**CONCLU EN APPLICATION DE LA LOI DU 19 JUILLET 1983
SUR L'APPRENTISSAGE DE PROFESSIONS EXERCEES PAR DES TRAVAILLEURS SALARIES**

**Entre
l'entreprise**

Dénomination :

Adresse :

N° téléphone :

N° fax :

Représentée par:

Nom et prénom de la personne autorisée à engager l'entreprise par un contrat et agréée comme

PATRON :

Lieu & date de naissance :

Nationalité :

agréé comme patron par le CPA 102.02 en date du:

d'une part,

et

l'apprenti

Nom & prénom :

Lieu & date de naissance : Nationalité :

Domicile :

N° téléphone :

Représenté par:

Nom et prénom du représentant légal

(père/mère/tuteur) :

Lundi		
Mardi		
Mercredi		
Jeudi		
Vendredi		
Samedi		

- Option 2 : alternance semaine-semaine
 semaine 1 (semaines impaires) : établissement de formation / entreprise *
 semaine 2 (semaines paires) : établissement de formation / entreprise *
 * biffer ce qui ne convient pas

Pendant les périodes où il n'y a pas d'alternance, par exemple durant les vacances scolaires, seul le "volet 1" du schéma d'alternance mentionné ci-dessus doit être exécuté.

D'un commun accord, les parties concernées par le présent contrat peuvent toutefois, par dérogation à l'alinéa ci-dessus, décider d'exécuter le contrat d'apprentissage à temps plein dans l'entreprise du patron durant de telles périodes.

Toutefois, pendant les mois de juillet et d'août, le contrat d'apprentissage peut être suspendu sur simple demande de l'apprenti et sans que l'employeur ne puisse refuser ceci. La durée de la suspension est de maximum 31 jours consécutifs. En outre, cette suspension ne peut débuter au plus tôt le 1^{er} juillet et au plus tard terminer le 31 août. Pour cette période de suspension, l'apprenti ne peut réclamer du patron ni indemnité d'apprentissage, ni pécule de vacances.

Article 5 Responsable de formation et moniteur

§1^{er}. En vue de sa formation pratique, l'apprenti précité remplira les tâches et les fonctions figurant dans le programme de formation ci-joint.

Si le patron ne s'en charge pas personnellement, la formation sera assurée par le responsable de formation suivant :

Nom & prénom :

Lieu & date de naissance :

Nationalité :

Domicile :

agréé par le CPA 102.02 en date du

§2. Si nécessaire, la formation sera confiée au moniteur suivant :

Nom & prénom :

Lieu & date de naissance :

Nationalité :

Domicile :

Nombre d'années d'expérience dans la profession à apprendre :

Article 6 Indemnité d'apprentissage

§1. Mode de calcul

L'indemnité d'apprentissage est calculé selon les dispositions de l'article 6 du règlement d'apprentissage.

§2. Montant concret de l'indemnité d'apprentissage à payer en exécution du présent contrat d'apprentissage:

- Le montant de l'indemnité d'apprentissage mensuelle doit, après calcul, être arrondi au multiple supérieur de 10 cent.
- L'apprenti reçoit une indemnité d'apprentissage mensuelle brute deEUR.
- L'indemnité nette est transférée au compte bancaire désigné par l'apprenti, au numéro
- L'indemnité d'apprentissage fait l'objet d'un décompte mensuel.

Article 7 Législation applicable

Le présent contrat d'apprentissage est régi par les dispositions de la loi du 19 juillet 1983 sur l'apprentissage de professions exercées par des travailleurs salariés. Les obligations mutuelles des parties, prévues aux articles 17 à 31 de la loi, le règlement d'apprentissage, ainsi que le programme de formation individuel, établi par le patron conformément à l'article 23 de la loi, font partie intégrante du présent contrat et se trouvent en annexe.

Un contrat d'apprentissage ne peut être conclu que par un patron agréé et que pour une profession agréée, mentionnée à l'article 2 du règlement d'apprentissage. Sinon, il est considéré comme un contrat de travail.

Tout contrat d'apprentissage est nul s'il n'est pas conforme aux dispositions de la loi du 19 juillet 1983 susmentionnée. La nullité du contrat d'apprentissage ne porte pas atteinte aux droits de l'apprenti qui découlent de la loi ou du présent contrat d'apprentissage.

Les soussignés déclarent avoir pris connaissance du règlement d'apprentissage ci-joint, du programme de formation individuel et des obligations mutuelles des parties susmentionnées.

Le patron est tenu de mettre l'apprenti au courant du règlement du travail en vigueur dans l'atelier où il suit sa formation pratique et qui s'applique à lui.

Fait en 2 exemplaires à , le

Le patron,

L'apprenti,

Le représentant légal
de l'apprenti,

Comité paritaire d'apprentissage de l'industrie des carrières de petit granit et de calcaire à tailler des provinces de Liège et de Namur

DEMANDE D'AGRÉMENT comme patron et/ou comme responsable de la formation dans le cadre de l'apprentissage de professions de salariés

A renvoyer à: *Secrétariat CPA 102.02*
Ministère de l'Emploi et du Travail, EMP / Insertion professionnelle
rue Belliard 51, 1040 BRUXELLES
Tél.: 02/233.46.88 - Fax: 02/233.48.55

1. ENTREPRISE

1.1. Identification:

Dénomination entreprise :

Forme juridique :

Numéro O.N.S.S. :

Adresse :

N^{os} téléphone & fax :

N^o Commission paritaire :

1.2. Effectif de personnel: Nombre d'ouvriers : Nombre d'employés :

1.3. Autres données:

Description des activités :

Durée du travail des ouvriers (heures de travail par semaine) :

**2. PROFESSION(S) pour la(les)quelle(s) la demande est introduite
[voir règlement d'apprentissage, art. 2] :**

2.1.

2.2.

2.3.

2.4.

3. IDENTIFICATION des PERSONNES qui, au niveau de l'entreprise, seront RESPONSABLES de l'apprentissage:

3.1. Patron: (= le gérant ou la personne physique chargée de la gestion effective de l'entreprise et mandatée pour l'engager juridiquement (ex. l'administrateur délégué))

Nom et prénom :

Fonction :

Date de naissance :

Domicile :
.....

Nombre d'années d'expérience dans la profession visée au 2.1 :

3.2. Responsable(s) de la formation

3.2.1. Responsable de la formation pour la profession visée au 2.1 : (*)

(*): à désigner par le patron si celui-ci n'a pas les 5 années d'expérience requises dans la profession 2.1 ou s'il n'assurera pas lui-même (personnellement) la formation des apprentis dans l'entreprise; sinon la désignation d'un responsable de la formation pour la profession 2.1 est facultative.

Nom et prénom :

Fonction :

Date de naissance :

Domicile :
.....

Nombre d'années d'expérience dans la profession visée au 2.1 :

3.2.1. Responsable de la formation pour la profession visée au 2.2 : (*)

(*): à désigner *en tout cas* par le patron pour la profession 2.2.
Il en va de même pour chaque profession supplémentaire (2.3, 2.4, ...).

Nom et prénom :

Fonction :

Date de naissance :

Domicile :
.....

Nombre d'années d'expérience dans la profession visée au 2.2 :

4

3.3. Moniteur(s):^(*)

(*): le patron doit désigner au moins 1 moniteur si le responsable de la formation pour une profession donnée n'a pas les 5 années d'expérience requises dans cette profession ou si ce responsable ne se chargera pas personnellement de la formation des apprentis; sinon la désignation de moniteurs est facultative.

3.3.1. Moniteur 1°:

Nom et prénom :

Fonction :

Date de naissance :

Domicile :

Nombre d'années d'expérience
dans la profession 2.1 2.2 | 2.3 | 2.4 (biffer ce qui ne convient pas) :

3.3.2. Moniteur 2°:

Nom et prénom :

Fonction :

Date de naissance :

Domicile :

Nombre d'années d'expérience
dans la profession 2.1 | 2.2 | 2.3 | 2.4 (biffer ce qui ne convient pas) :

3.3.3. Moniteur 3°:

Nom et prénom :

Fonction :

Date de naissance :

Domicile :

Nombre d'années d'expérience
dans la profession 2.1 | 2.2 | 2.3 | 2.4 (biffer ce qui ne convient pas) :

4. AUTRES DONNEES concernant la(les) FORMATION(S):

Durée de la (des) formation (s) envisagée
[voir règlement d'apprentissage, art. 4] :
.....

Nombre de jeunes à former envisagé [voir règlement d'apprentissage, art. 5] :

Schéma d'alternance envisagé
[voir règlement d'apprentissage, art. 8] ;
.....

Données de l'établissement de formation collaborant:

Dénomination :

Adresse :
.....

Responsable(s) :
.....

N^{os} téléphone & fax :

Jours de formation
dans cet établissement :
.....

Le(s) programme(s) de formation qui va (vont) être suivi(s) lors de la (des) formation(s) envisagée(s) doi(ven)t être joint(s) en annexe à la présente demande d'agrément.

5. DECLARATIONS à faire par le PATRON candidat:

en application de l'article 4, §2, 11° et 12°, de l'arrêté royal du 5 juillet 1998 déterminant les conditions particulières et les modalités d'agrément et de retrait d'agrément comme patron et comme responsable de la formation dans le cadre de l'apprentissage de professions exercées par des travailleurs salariés

Je soussigné,

..... [nom et prénom du patron candidat, mentionné au 3.1.]

- **m'engage** à suivre le programme de formation individuel, établi pour chaque apprenti sur base du modèle sectoriel de programme de formation fixé par le comité paritaire d'apprentissage pour la(les) profession(s) visée(s) au 2;

- déclare sur l'honneur que

1. je suis âgé d'au moins 25 ans;

2. j'ai au moins 5 années d'expérience pratique dans la profession visée au 2.1 ^(*);

() lorsque le patron assurera lui-même la formation des apprentis en entreprise et qu'il n'a pas dû désigner un responsable de la formation tel que visé au 3.2; BIFFER ce point 2 s'il n'est pas d'application.*

3. je suis de conduite irréprochable;

4. ^(*) *Personne physique:* 4.1. je réside en Belgique;
4.2. je suis immatriculé à l'Office national de Sécurité sociale;
4.3. je respecte les dispositions légales, réglementaires ou conventionnelles en matière fiscale et de sécurité sociale.

^(*) *Personne morale:* 4.1. le siège social de l'entreprise que je représente est situé en Belgique;
4.2. l'entreprise que je représente est immatriculée à l'Office national de Sécurité sociale;
4.3. l'entreprise que je représente respecte les dispositions légales, réglementaires ou conventionnelles en matière fiscale et de sécurité sociale.

() cocher la case qui est d'application*

- **joins** à ma demande d'agrément: 1. une attestation *récente* de l'O.N.S.S. «**modèle C450**»;
2. une attestation «**modèle 276 C2**»^(*) de l'Administration des Contributions directes du Ministère des Finances.

() si cette attestation des Contributions (pas celle de l'ONSS) ne peut être délivrée dans un délai raisonnable, une déclaration sur l'honneur à ce sujet peut, à titre provisoire, être jointe à la demande d'agrément; après, l'attestation devra tout de même être communiquée au secrétaire du CPA.*

Fait à, le

[signature]

6. **DECLARATIONS à faire par chaque RESPONSABLE DE FORMATION candidat:**

en application de l'article 4, §3, 7° et 8°, de l'arrêté royal du 5 juillet 1998 déterminant les conditions particulières et les modalités d'agrément et de retrait d'agrément comme patron et comme responsable de la formation dans le cadre de l'apprentissage de professions exercées par des travailleurs salariés

Je soussigné,

..... [nom et prénom d'un responsable de formation, mentionné au 3.2.]

- **m'engage** à suivre le programme de formation individuel, établi pour chaque apprenti sur base du modèle sectoriel de programme de formation fixé par le comité paritaire d'apprentissage pour la profession visée au 2.1 | 2.2 | 2.3 2.4 (biffer ce qui ne convient pas);

- **déclare sur l'honneur** que

1. je suis âgé d'au moins 25 ans;

2. j'ai au moins 5 années d'expérience pratique dans la profession visée au 2.1 2.2 2.3 | 2.4
(biffer ce qui ne convient pas) (*);

(*) lorsque le responsable de formation se chargera personnellement de la formation des apprentis en entreprise et qu'il n'a pas dû désigner de moniteur tel que visé au 3.3.;
BIFFER ce point 2 s'il n'est pas d'application.

3. je réside en Belgique;

4. je suis de conduite irréprochable.

Fait à, le

[signature]

7. **SIGNATURE de la DEMANDE par le PATRON:**

Date :

Signature :

Annexes: 1. Programme(s) de formation tel(s) qu'appliqué(s) lors de la (des) formation(s) envisagée(s);
2. Attestation de l'O.N.S.S. (*récente!*);
3. Attestation des Contributions directes (feuille d'impôts récente et/ou preuve de paiement anticipé) ou déclaration sur l'honneur.

SEULES LES DEMANDES COMPLETES ET DUMENT REMPLIES (ANNEXES COMPRISES) SERONT TRAITÉES!

Copier éventuellement cette page du formulaire pour les déclarations requises des autres responsables de formation.

4

Paritair Subcomité voor het bedrijf der hardsteengroeven en der groeven van uit te houwen kalksteen in de provincies Luik en Namen

Collectieve arbeidsovereenkomst van 30 augustus 2002

PARITAIR LEERCOMITE VOOR HET BEDRIJF DER HARDSTEENGROEVEN EN DER GROEVEN VAN UIT TE HOUWEN KALKSTEEN IN DE PROVINCIES LUIK EN NAMEN

Leerreglement

Artikel 1

- §1. Dit leerreglement is van toepassing in de ondernemingen die onder de toepassing vallen van het Paritair Subcomité voor het bedrijf der hardsteengroeven en der groeven van uit te houwen kalksteen in de provincies Luik en Namen en die leerlingen opleiden of willen opleiden in toepassing van het leerlingstelsel voor werknemersberoepen, bepaald door de wet van 19 juli 1983.
- §2. Voor de toepassing van dit leerreglement wordt verstaan onder:
- 1° *de wet*: de wet van 19 juli 1983 op het leerlingwezen voor beroepen uitgeoefend door werknemers in loondienst;
 - 2° *het koninklijk besluit van 5 juli 1998*: het koninklijk besluit van 5 juli 1998 tot bepaling van de nadere voorwaarden en de modaliteiten inzake de erkenning en de intrekking van de erkenning als patroon en opleidingsverantwoordelijke in het kader van het leerlingwezen voor beroepen uitgeoefend door werknemers in loondienst;
 - 3° *het leercomité*: het Paritair leercomité voor het bedrijf der hardsteengroeven en der groeven van uit te houwen kalksteen in de provincies Luik en Namen;
 - 4° *de patroon*: de verantwoordelijke van een in § 1 bedoelde onderneming die overeenkomstig artikel 43 van de wet als patroon erkend werd of erkend wil worden door het leercomité;
 - 5° *leerovereenkomst*: een leerovereenkomst, gesloten in toepassing van de wet tussen een erkende patroon en een leerling.

Art. 2 : Beroepen

In de in artikel 1, §1, bedoelde ondernemingen kunnen leerovereenkomsten gesloten worden voor ieder beroep vermeld in artikel 2, §§1 en 2, van de collectieve arbeidsovereenkomst van 13 maart 2001 betreffende de loonvoorwaarden, gesloten in het Paritair Subcomité voor het bedrijf der hardsteengroeven en der groeven van uit te houwen kalksteen in de provincies Luik en Namen en geregistreerd ter Griffie van de Administratie van de collectieve arbeidsbetrekkingen van het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid onder het nummer 57.690/CO/102.02.

NEERLEGGING-DÉPÔT	REGISTR.-ENREGISTR.	NR. N°
07-11-2002	02-12-2002	64573 / 16/10202

Art. 3 : Doelgroep

Overeenkomstig artikel 4, §1, van de wet kunnen in beginsel enkel leerovereenkomsten gesloten worden met minderjarigen die niet meer onderworpen zijn aan de voltijdse leerplicht, d.w.z. jongeren tussen 15/16 en 18 jaar in de periode van deeltijdse leerplicht.

In toepassing van artikel 4, §2, tweede lid, van de wet mogen ook leerovereenkomsten gesloten worden met meerderjarigen, op voorwaarde dat zij niet ouder dan 20 jaar zijn **op het ogenblik van het begin van de vorming.**

Art. 4 : Duur van de leertijd

De duur van de voor de in artikel 2 vermelde beroepen wordt vastgesteld op maximaal drie schooljaren, die niet minder bedragen dan **12 maanden** en niet meer dan **36 maanden, jaarlijkse verlofperiode inbegrepen.**

Art. 5: Aantal leerlingen

§1. Het aantal leerlingen dat gespreid in de tijd door de patroon kan opgeleid worden is onbeperkt.

§2. Het aantal leerlingen dat tegelijkertijd door een patroon kan opgeleid worden is vastgesteld door het paritair leercomité volgens de **aanvraag en omkaderingsbehoeften van de onderneming.**

Art. 6: Leervergoeding

De leerling ontvangt van de patroon een maandelijkse leervergoeding waarvan het bedrag overeenstemt met een percentage van de helft van het nationaal gewaarborgd gemiddeld minimum maandinkomen, zoals bepaald voor de werknemers van 21 jaar bij collectieve arbeidsovereenkomst, gesloten in de Nationale Arbeidsraad.

Dit percentage evolueert met de leeftijd van de leerling volgens onderstaand schéma:

Leeftijd van de leerling	Percentage	Leeftijd van de leerling	Percentage
15 jaar	64%	19 jaar	88%
16 jaar	70%	20 jaar	94%
17 jaar	76%	21 jaar en ouder	100%
18 jaar	82%		

Een bepaling formuleert uitdrukkelijk dat de vergoeding pro rata temporis moet worden berekend (en niet enkel op basis van de helft van het GGMMI) als de leerling meer aanwezig is in de onderneming tijdens de schoolvakanties, bij toepassing van de mogelijkheid bepaald in artikel **8, §3, alinéa 2."**

Art. 7: Meewerkende opleidingsinstellingen

Voor het verstrekken van de aanvullende theoretische opleiding en algemene vorming komen de volgende opleidingsinstellingen in aanmerking:

- de centra voor deeltijds beroepssecundair onderwijs, ingericht of gesubsidieerd door de bevoegde Gemeenschap, met name de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde "Centres d'Education et de Formation en Alternance", de door de Duitstalige Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde "Teilzeitunterrichtszentren" en de door de Vlaamse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Centra voor Deeltijds Beroepssecundair Onderwijs.

Art. 8: Alterneringsschema's

§1. Voor de toepassing van dit artikel wordt verstaan onder:

- "luik 1": de praktische opleiding in de onderneming;
- "luik 2": de aanvullende theoretische opleiding en algemene vorming in de meewerkende opleidingsinstelling.

In onderlinge afspraak tussen patroon, leerling en meewerkende opleidingsinstelling, mag één van de volgende alterneringsschema's toegepast worden:

- alternering 3 dagen "luik 1" en 2 dagen "luik 2" binnen de werkweek;
- alternering een week "luik 1" - 1 week "luik 2".

§2. "Luik 1" mag in geen enkel geval 24 uren per week overschrijden.

§3. Gedurende de périodes dat er geen alternering is tussen "luik 1" en "luik 2", zoals bijvoorbeeld tijdens schoolvakanties, moet enkel "luik 1" van het in de leerovereenkomst vermeld alterneringsschema uitgevoerd worden.

Bij wederzijds akkoord kunnen de bij de leerovereenkomst betrokken partijen echter besluiten tijdens zulke périodes de leerovereenkomst voltijds in de onderneming van de patroon uit te voeren.

Art. 9: Opleidingsprogramma

Voor elk beroep waarvoor de patroon overeenkomstig artikel 4 van het koninklijk besluit van 5 juli 1998 een erkenningsaanvraag indient, voegt hij als bijlage aan deze vraag een voorstel van opleidingsprogramma opgesteld in samenwerking met de samenwerkende opleidingsinstellingen.

Art. 10: Procédure bij geschillen

Onverminderd de bepalingen van artikel 14 van de wet wordt elk geschil dat voortvloeit uit de uitvoering van de leerovereenkomst besproken in de ondernemingsraad of met de werknemersafvaardiging volgens hun respectieve bevoegdheden, om in overleg met de patroon, de eventuele opleidingsverantwoordelijke en de leerling een oplossing te zoeken voor het geschil.

Indien dit onmogelijk blijkt, wordt het geschil voorgelegd aan een beperkte paritaire commissie van het leercomité, die binnen 15 dagen een uitspraak doet.

Art. 11: Onbetaalde vakantie

Onverminderd de rechten van de leerling inzake jaarlijkse vakantie die voortvloeien uit de wetgeving betreffende de jaarlijkse vakantie van de werknemers, kan de leerovereenkomst op verzoek van de leerling en zonder dat de patroon dit kan weigeren, geschorst worden tijdens de maanden juli en augustus. De duur van deze schorsing bedraagt ten hoogste 31 kalenderdagen. Bovendien mag deze schorsing ten vroegste aanvangen op 1 juli en kan zij ten laatste eindigen op 31 augustus. Voor deze schorsingsperiode kan de leerling van de patroon noch een leervergoeding noch vakantiegeld eisen.

De schorsingsperiode zal vastgesteld worden in onderling overleg tussen de partijen.

Art. 12: Erkenning als patroon of als opleidingsverantwoordelijke- afwijkingsmaatregelen

Bij toepassing van artikel 43, §3, van de wet, worden de erkenningsmaatregelen inzake leeftijd en beroepservaring als volgt vastgelegd, zowel voor de patroons als voor de opleidingsverantwoordelijke:

- 25 jaar voor wat de leeftijdsvoorwaarde betreft;
- 5 jaar voor wat het voorwaarde voor praktische beroepservaring betreft.

Art. 13: Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 september 2002 en wordt voor onbepaalde tijd gesloten.

Zij kan eveneens door één van de betrokken partijen vertegenwoordigd in het Paritair Subcomité worden opgezegd, met een vooropzeg van drie maanden, gericht, via een ter post aangetekende brief, aan de voorzitter van het Paritair Subcomité voor het bedrijf der hardsteengroeven en der groeven van uit te houwen kalksteen in de provincies Luik en Namen.

PARITAIR LEERCOMITE VOOR HET BEDRIJF DER HARDSTEENGROEVEN EN DER GROEVEN VAN UITTE HOUWEN KALKSTEEN IN DE PROVINCIES LUIKEN NAMEN

LEEROVEREENKOMST

**GESLOTEN BIJ TOEPASSING VAN DE WET VAN 19 JULI 1983
OP HET LEERLINGWEZEN VOOR BEROEPEN UITGEOEFFEND DOOR WERKNEMERS IN LOONDIENST**

**Tussen
de onderneming**

Benaming :
Adres :
.....
Telefoonnummer. :
Fax nr. :

Vertegenwoordigd door:

Naam en voornaam van de persoon die de onderneming contractueel kan verbinden en die erkend werd als

PATROON :

Geboorteplaats & -datum :
Nationaliteit:

erkend als patroon door het PLC 102.02 op datum van:

**enerzijds,
en
de leerling**

Naam & voornaam :
Geboorteplaats & -datum : Nationaliteit:
Woonplaats :
Telefoonnummer :

Vertegenwoordigd door:

Naam en voornaam van de wettelijke vertegenwoordiger

(vader/moeder/voogd) :

Woonplaats :

Telefoon :
Nationaliteit :

anderzijds,

4

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 - Duur

Deze leerovereenkomst wordt gesloten voor een période van maanden
beginnend op en eindigend op
De proeftijd bedraagt maand(en).

Artikel 2 - Voorwerp

Met deze leerovereenkomst gaat de patroon de verbintenis aan om de leerling een opleiding te verstrekken met het oog op het uitoefenen van het beroep van:
.....
en verbindt de leerling zich ertoe om de praktijk van het beroep onder het gezag van de patroon aan te leren en onder diens toezicht de voor zijn opleiding noodzakelijke leergangen te volgen.

De opleiding in de onderneming vindt plaats te
(adres van de werkplaats van hoger genoemde onderneming).

De leerovereenkomst wordt uitgevoerd op de normale werkdagen waarop gepresteerd wordt binnen deze vestiging, uitgezonderd op de dagen waarop hoger genoemde leerling de aanvullende theoretische opleiding en algemene vorming volgt in de in artikel 3 vermelde opleidingsinstelling:

Artikel 3 - Theoretische opleiding

Hoger genoemde leerling volgt de aanvullende theoretische opleiding en algemene vorming in de volgende opleidingsinstelling

Naam:

Adres:

Telefoon- en faxnummer:

Verantwoordelijke:

Begeleider van de opleiding:

Artikel 4 - Alterneringsschema

§1. Het volgend alterneringsschema is van toepassing, zonder rekening te houden met eventuele vakantieperiodes:

- 1^{ste} mogelijkheid :

- bij alternering binnen de werkweek:

Dagen	Onderneming		Onderwijsinstelling	
	AM	PM	AM	PM
maandag				
dinsdag				
woensdag				

4

donderdag				
vrijdag				
zaterdag				

(AM: voormiddag - PM: namiddag)

• 2^{de} mogelijkheid :

- bij "week-week"-alternering: week 1 :

week 2:

(invullen "onderneming" of "onderwijsinstelling")

Tijdens de périodes wanneer er geen alternering is, bijvoorbeeld tijdens de schoolvakanties, moet enkel "luik 1" van bovenvermeld alterneringsschema worden uitgevoerd.

De partijen die bij dit contract betrokken zijn kunnen echter, in onderling overleg, in afwijking op bovenvermelde alinéa, beslissen het leercontract voltijds uit te voeren in de onderneming van de patroon tijdens deze périodes.

Tijdens de maanden juli en augustus kan het leercontract echter geschorst worden op eenvoudige vraag van de leerling en zonder dat de werkgever dit kan weigeren. De duur van de schorsing bedraagt maximaal 31 opeenvolgende dagen. Deze schorsing kan bovendien ten vroegste beginnen op 1 juli en eindigen ten laatste op 31 augustus. Voor deze schorsingsperiode kan de leerling van de patroon geen leervergoeding, noch vakantiegeld eisen.

Artikel 5 - Opleidingsverantwoordelijke en instructeur

Met het oog op zijn praktische opleiding zal hoger genoemde leerling de taken en functies vervullen die vermeld zijn in het hierbij gevoegd opleidingsprogramma.

De opleiding wordt, indien de patroon daar niet zelfvoor instaat, verzekerd door de volgende opleidingsverantwoordelijke:

Naam & voornaam :

Geboorteplaats & -datum :

Nationaliteit :

Woonplaats :

erkend door het Paritair leercomité 102.02 op datum van

De opleiding wordt, zo nodig, toevertrouwd aan de volgende instructeur:

Naam & voornaam :

Geboorteplaats & -datum :

Nationaliteit :

Woonplaats :

Aantal jaren ervaring in het te leren vermeld beroep :

Artikel 6 - Leervergoeding

§1. Berekeningswijze:

De leervergoeding wordt berekent volgens de bepalingen van artikel 6 van het leerreglement.

§2. Concreet bedrag van de leervergoeding die moet betaald worden:

Het bedrag van de maandelijkse leervergoeding moet, na berekening, afgerond worden naar het bovenliggende veelvoud van 10 cent.

De leerling ontvangt een bruto maandelijkse leervergoeding van _____ EUR.

De nettovergoeding wordt _____ overgeschreven op een door de leerling aan te duiden bankrekening, nummer _____

De leervergoeding is het voorwerp van een maandelijkse loonafrekening.

Artikel 7 - Toepasselijke regelgeving

Deze leerovereenkomst wordt geregeld door de bepalingen van de wet van 19 juli 1983 op het leerlingwezen voor beroepen uitgeoefend door werknemers in loondienst. De *wederzijdse verplichtingen* van de partijen, voorzien in de artikelen 17 tot 31 van de wet, het *leerreglement* en het *individueel opleidingsprogramma*, door de patroon opgesteld overeenkomstig artikel 23 van de wet, maken deel uit van deze leerovereenkomst en bevinden zich in bijlage.

Een leerovereenkomst kan enkel gesloten worden voor een erkend beroep, vermeld in artikel 2 van het leerreglement, en door een patroon die voor dat beroep erkend werd. Zoniet wordt ze beschouwd als een arbeidsovereenkomst.

Elke leerovereenkomst is nietig indien ze niet beantwoordt aan de bepalingen van de hierboven genoemde wet van 19 juli 1983. De nietigheid van de leerovereenkomst doet geen afbreuk aan de rechten die de leerling heeft krachtens de wet of krachtens deze leerovereenkomst.

De ondergetekenden verklaren kennis genomen te hebben van het bijgevoegd leerreglement en van de hierboven vernoemde verplichtingen der partijen.

De leerling moet door de patroon op de hoogte gebracht worden van het arbeidsreglement dat van kracht is in de werkplaats waar hij de praktische opleiding volgt en dat op hem van toepassing is.

Opgemaakt in 2 exemplaren te , op

De patroon,

De leerling,

De wettelijke vertegenwoordiger
van de leerling,

Paritair leercomité voor het bedrijf der hardsteengroeven en der groeven van uit te houwen kalksteen in de provincies Luik en Namen

AANVRAAG TOT ERKENNING als patroon en/of als opiedingsverantwoordelijke in het kader van het leerlingstelsel voor werknemersberoepen

Terugsturen naar: *Secretariaat PLC 102.02*
Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid, WER / Inschakeling in het arbeidsproces
Belliardstraat 51, 1040 BRUSSEL
Tel.: 02/233.46.88 - Fax: 02/233.48.55

i. ONDERNEMING

1.1. Identificatie:

Benaming onderneming :

Juridische vorm :

R.S.Z.-nummer :

Adres :

Telefoon- & faxnummer :

Nummer Paritair comité :

1.2. Personeelsbestand: Aantal arbeiders : Aantal bedienden :

1.3. Andere gegevens:

Beschrijving activiteiten :

Arbeidsduur van de arbeiders (arbeidsuren per week) :

2. BEROEP(EN) waarvoor de aanvraag wordt ingediend [zie leerreglement, art. 2] :

2.1.

2.2.

2.3.

2.4.

3. IDENTIFICATIE van de PERSONEN die op het niveau van de onderneming VERANTWOORDELIJK zullen zijn voor de opleiding(en):

3.1. Patroon: (= zaakvoerder of natuurlijke persoon die gemachtigd is om de onderneming te besturen en juridisch te binden (bv. afgevaardigd bestuurder))

Naam en voornaam :

Functie :

Geboortedatum :

Woonplaats :

Aantal jaren ervaring in het onder 2.1 vermeld beroep :

3.2. Opleidingsverantwoordelijke(n)

3.2.1. Opleidingsverantwoordelijke voor het onder 2.1 vermeld beroep! (*)

(*): moet door de patroon aangeduid worden als deze niet de vereiste 7 jaar praktijkervaring heeft in het onder 2.1 vermeld beroep of indien hij niet zelf persoonlijk zal instaan voor de opleiding van de leerlingen in de onderneming; in de andere gevallen is de aanduiding van een opleidingsverantwoordelijke voor beroep 2.1 facultatief.

Naam en voornaam :

Functie :

Geboortedatum :

Woonplaats :

Aantal jaren ervaring in het onder 2.1 vermeld beroep :

3.2.2. Opleidingsverantwoordelijke voor het onder 2.2 vermeld beroep: (*)

(*): moet in ieder geval door de patroon aangeduid worden voor het onder 2.2 vermeld beroep. Idem dito voor elk bijkomend beroep (2.3, 2.4,...).

Naam en voornaam :

Functie :

Geboortedatum :

Woonplaats :

Aantal jaren ervaring in het onder 2.2 vermeld beroep :

Eventueel deze pagina van het formulier kopiëren voor het meedelen van de vereiste gegevens van de overige opleidingsverantwoordelijken.

3.3. Instructeur(s): (*)

(*): de patroon moet minstens 1 instructeur aanduiden indien de opleidingsverantwoordelijke voor een bepaald beroep niet de vereiste 7 jaar praktijkervaring heeft in dat beroep of indien deze opleidingsverantwoordelijke niet zelf persoonlijk zal instaan voor de opleiding van de leerlingen; in de andere gevallen is de aanduiding van instructeurs facultatief.

3.3.1. Instructeur 1:

Naam en voornaam :

Functie :

Geboortedatum :

Woonplaats :

Aantal jaren ervaring in beroep 2.1 | 2.2 2.3 | 2.4 (schrappen wat niet past):

3.3.2. Instructeur 2:

Naam en voornaam :

Functie :

Geboortedatum :

Woonplaats :

Aantal jaren ervaring in beroep 2.1 ' 2.2 ' 2.3 ' 2.4 (schrappen wat niet past):

3.3.3. Instructeur 3:

Naam en voornaam :

Functie :

Geboortedatum :

Woonplaats :

Aantal jaren ervaring in beroep 2.1 2.2 | 2.3 2.4 (schrappen wat niet past):

Eventueel deze pagina van het formulier kopiëren voor het meedelen van de vereiste gegevens van de overige instructeurs.

4. OVERIGE GEGEVENS met betrekking tot de OPLEIDING(EN):

Geplande duur van de opleiding(en)
[zie leerreglement, art. 3, §§2en3] :
.....

Gepland aantal jongeren in opleiding [zie leerreglement, art. 4, §5] :

Gepland alterneringsschema
[zie leerreglement, art. 6] :
.....

Gegevens van de meewerkende opiedingsinstelling:

Benaming :

Adres :
.....

Verantwoordelijke(n) :
.....

Telefoon- & faxnr. :

Dagen waarop de opleiding
in deze instelling doorgaat :
.....

Het (de) concrète opleidingsprogramma('s) dat (die) bij de geplande opleiding(en) gevolgd zal (zullen) worden, moet(en) bij deze erkenningsaanvraag gevoegd worden.

5. **VERKLARINGEN** die door de kandidaat-PATROON moeten afgelegd worden:

in toepassing van artikel 4, §2, 11°, 12° en 13°, van het koninklijk besluit van 5 juli 1998 tot bepaling van de nadere voorwaarden en de modaliteiten inzake de erkenning en de intrekking van de erkenning als patroon en als opleidingsverantwoordelijke in het kader van het leerlingwezen voor beroepen uitgeoefend door werknemers in loondienst

Ik ondergetekende,

..... [naam en voornaam van de onder 3.1 vermelde kandidaat-patroon]

- **verbind mij ertoe** het individueel opleidingsprogramma te volgen dat voor elke leerling wordt opgesteld op basis van het sectoraal model van opleidingsprogramma dat voor het(de) onder 2 vermelde beroep(en) werd vastgesteld door het paritair leercomité;

- **verklaar op mijn eer dat**

1. ik minstens 25 jaar oud ben;

2. ik minstens 5 jaar praktijkervaring heb in het onder 2.1 vermeld beroep (*);

(*) *wanneer de patroon zelf (persoonlijk) zal instaan voor de opleidingen van de leerlingen in zijn onderneming en hij dus geen opleidingsverantwoordelijke, zoals bedoeld onder 3.2, heeft moeten aanduiden; dit punt 2 SCHRAPPEN indien niet van toepassing.*

3. ik van onberispelijk gedrag ben;

4. (*) *Natuurlijkepersoon:* 4.1. ik in België verblijf;
4.2. ik ingeschreven ben bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid;
4.3. ik de wettelijke, réglementaire en conventionele bepalingen inzake belastingen en sociale zekerheid naleef.

(*) *Rechtspersoon:* 4.1. de maatschappelijke zetel van de onderneming die ik vertegenwoordig gevestigd is in België;
4.2. de onderneming die ik vertegenwoordig ingeschreven is bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid;
4.3. de onderneming die ik vertegenwoordig de wettelijke, réglementaire en conventionele bepalingen inzake belastingen en sociale zekerheid naleeft.

(*) *het vakje aankruisen dat van toepassing is*

- **voeg bij mijn erkenningsaanvraag:** 1. een récent R.S.Z.-attest «**model C450**»;

2. een attest «**model 276 C2**» (*) van de Administratie der Directe Belastingen van het Ministerie van Financiën.

(*) *a/s dit attest van de Belastingen (niet dat van de RSZ) niet binnen een redelijke termijn kan uitgereikt worden, mag bij de erkenningsaanvraag te voorlopigen titel een verklaring op eer in dit verband gevoegd worden; het attest zelf moet alleszins achterafnog aan de secretaris van het PLC bezorgd worden.*

Gedaan te, op

[handtekening]

9

6. VERKLARINGEN die door ELKE kandidaat-OPLEIDINGSVERANTWOORDELIJKE moeten afgelegd worden:

in toepassing van artikel 4, §2, 7° en 8°, van het koninklijk besluit van 5 juli 1998 tot bepaling van de nadere voorwaarden en de modaliteiten inzake de erkenning en de intrekking van de erkenning als patroon en als opleidingsverantwoordelijke in het kader van het leerlingwezen voor beroepen uitgeoefend door werknemers in loondienst

Ik ondergetekende,

..... [naam en voornaam van een onder 3.2 vermelde opleidingsverantwoordelijke]

- **verbind mij ertoe** het individueel opleidingsprogramma te volgen dat voor elke leerling wordt opgesteld op basis van het sectoraal model van opleidingsprogramma dat voor het onder 2.1 | 2.2 | 2.3 | 2.4 (*schrappen wat niet past*) vermeld beroep werd vastgesteld door het paritair leercomité;

- **verklaar op mijn eer** dat

1. ik minstens 25 jaar oud ben;

2. ik minstens 7 jaar praktijkervaring heb in het onder 2.1 | 2.2 | 2.3 | 2.4 (*schrappen wat niet past*) vermeld beroep (*);

(* *indien de opleidingsverantwoordelijke zelf (persoonlijk) zal instaan voor de opleidingen van de leerlingen in de onderneming en hij dus geen instructeur(s), zoals bedoeld onder 3.3, heeft moeten aanduiden; dit punt 2 SCHRAPPEN indien niet van toepassing.*

3. ik in België verblijf;

4. ik van onberispelijk gedrag ben.

Gedaan te, op

[handtekening]

7. ONDERTEKENING van de AANVRAAG door de PATROON:

Datum :

Handtekening :

Bijlagen: 1. Opleidingsprogramma('s) zoals zal (zullen) worden toegepast bij de geplande opleiding(en);
2. R.S.Z.-attest (*recent!*);
3. Attest Directe Belastingen (récent aanslagbiljet en/of bewijs van voorafbetaling) of verklaring op eer.

ENKEL VOLLEDIGE, CORRECT INGEVULDE AANVRAGEN (BIJLAGEN INBEGREPEN) WORDEN BEHANDELD! |

Eventueel deze pagina van het formulier kopiëren voor de vereiste verklaringen van de overige opleidingsverantwoordelijken.